



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la coordination  
interministérielle et de  
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle  
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2021209-0001

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

---  
Société AUBE BEDDING  
Commune de BAR SUR AUBE  
---

Arrêté préfectoral modifiant l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° PCICP2021120-0001 du 30  
avril 2021  
---

**Le préfet de l'Aube  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 541-1, L. 541-2, L. 541-3, L. 171-7 et L. 171-8 ;

**VU** le décret du 15 janvier 2020 nommant M. Stéphane ROUVÉ, préfet de l'Aube ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°93/3431 du 26 octobre 1993 autorisant la société VALCO à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées à autorisation sur le territoire de la commune de Bar sur Aube ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° SG-2015188-0001 du 2 juillet 2015 portant prescriptions complémentaires ;

**VU** l'arrêté préfectoral de mise en demeure de la société Aube Bedding n° PCICP2021120-0001 du 30 avril 2021 ;

**VU** le courrier du 13 février 2020 actant le changement d'exploitant du site au nom d'AUBE BEDDING par la préfecture ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 15 décembre 2020 suite à sa visite du 3 décembre 2020 sur le site ;

**VU** le courrier du 9 février 2021 de la société Aube Bedding faisant suite à la visite d'inspection du 3 décembre 2021

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 février 2021 ;

**VU** le projet d'arrêté d'arrêté de mise en demeure porté à la connaissance du demandeur le 9 avril 2021 par recommandé avec accusé de réception laissant un délai de 15 jours à l'exploitant pour faire part de ses remarques au préfet et à l'inspection des installations classées ;

**VU** le courrier de l'exploitant du 27 mai 2021 demandant une modification des conditions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° PCICP2021120-0001 du 30 avril 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juillet 2015 susvisé précise que :

« L'exploitant doit remettre, sous un délai de 8 mois, un dossier comportant :

- une étude d'impact, dont les formes et le contenu sont précisés à l'article R. 512-8 du Code de l'environnement,
- une étude des dangers, dont les formes et le contenu sont précisés à l'article R. 512-9 du Code de l'environnement
- un bilan de conformité des installations au regard des arrêtés ministériels sectoriels concernés, en tenant compte le cas échéant des délais de mise en conformité octroyés dans lesdits arrêtés et/ou du bénéfice des droits acquis qui pourrait être retenu pour les bâtiments construits avant la publication de ces textes. » ;

**CONSIDÉRANT** que par courrier du 13 avril 2018, le préfet de l'Aube a demandé à l'exploitant de formuler sous deux mois des engagements concrets, chiffrés et planifiés permettant de justifier le prochain retour à la conformité de l'établissement, soit par la formalisation prochaine de la cessation du site historique, soit par la remise dans l'année des études demandées et que ce courrier est resté sans réponse ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection du 3 décembre 2020 a constaté que ces études n'ont toujours pas été remises ;

**CONSIDÉRANT** que par courrier en date du 15 décembre 2020, l'inspection des installations classées a demandé sous 15 jours à l'entreprise AUBE BEDDING de transmettre un devis concernant la remise sous 3 mois des études demandées en lui indiquant qu'en l'absence de réponse suffisante qu'elle se verrait contrainte de proposer au préfet la prise d'un arrêté préfectoral de mise en demeure tel que le prévoit l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'entreprise AUBE BEDDING n'a pas remis de devis correspondant aux études prescrites ;

**CONSIDÉRANT** les échanges entre l'inspection des installations classées et l'exploitant lors de la réunion du 27 avril 2021 et le courrier de l'exploitant du 27 mai 2021 susvisé qui ont conclu à la remise du bilan de conformité dans un premier temps puis des études d'impact et de dangers le cas échéant ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du département de l'Aube,

## **A R R Ê T E**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> – MISE EN DEMEURE**

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n° PCICP2021120-0001 du 30 avril 2021 susvisé est modifié comme suit :

« La société AUBE BEDDING, située Rue Edouard Estevez à Bar sur Aube (10200), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juillet 2015 susvisé, en remettant le bilan de conformité des installations avant le 31 juillet 2021 et les études d'impact et de dangers avant le 31 décembre 2021. ».

### ARTICLE 3 – RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative, à savoir le tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, 25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX ou par le biais de l'application telerecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

### ARTICLE 4 – NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté sera notifié à monsieur le directeur de la société AUBE BEDDING.

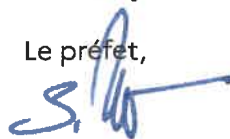
Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

### ARTICLE 5 – EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le **28 JUIL. 2021**

Le préfet,



Stéphane ROUVÉ